

ALGERIE

L'Algérie est une république pluripartite de près de 33 millions d'habitants dont le Chef de l'Etat (président) est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq années. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de démettre les membres du cabinet et le premier ministre, qui agit en tant que chef du gouvernement. Le président exerce également le rôle de commandant en chef des forces armées. Le Président Bouteflika a été réélu en 2004 après avoir concouru contre cinq autres candidats dans une élection globalement transparente au cours de laquelle les militaires sont restés neutres. Alors que les autorités civiles ont maintenu un contrôle effectif des forces de sécurité, il y eut quelques occurrences où certains éléments des forces de sécurité ont agi indépendamment des autorités gouvernementales.

Le gouvernement n'a pas réussi à justifier de milliers de personnes ayant disparu en détention durant les années 90. D'autres problèmes importants relatifs aux droits de l'homme concernent des rapports de mauvais traitements et de torture, d'impunité officielle, de détention prolongée avant les procès, de limitation de l'indépendance judiciaire, de déni de justice, de procès publics, de restrictions sur les droits civils, y compris le droit d'expression, de presse, d'assemblée et d'association, restrictions de mouvement d'ordre sécuritaire, limitation sur les libertés confessionnelles, y compris des réglementations renforcées des cultes non musulmans, corruption et manque de transparence gouvernementale, discrimination contre les femmes, et restrictions sur les droits des travailleurs.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'Intégrité des Personnes, y compris le Droit contre :

a. Privation Arbitraire et Illégale de la Vie

Il n'y a eu aucun rapport indiquant que le gouvernement ou ses agents aient commis des mises à mort arbitraires ou illégales.

Au cours de l'année, selon le Ministère de l'Intérieur (MDI) et les différents communiqués de presse, le nombre total de décès dans les rangs des terroristes, des civils et des forces de sécurité a baissé jusqu'à 323 (en comparaison avec 488 en 2005, 429 en 2004 et 1162 en 2003. Parmi eux, le gouvernement a

ALGERIE

déclaré que des terroristes ont tué 54 civils (76 en 2005) et 90 membres des forces de sécurité (177 en 2005); les forces de sécurité ont tué un nombre estimatif de 179 terroristes présumés (235 en 2005).

Les terroristes visaient des civils, des forces de sécurité et des infrastructures. Les reportages de presse ont estimé que près de 135 civils et 174 membres des forces de sécurité ont péri dans des attaques terroristes, dont la majorité ont été attribués au Groupe Salafiste pour le Prêche et le Combat (GSPC).

La revanche, le banditisme et les litiges sur les propriétés foncières - hors terrorisme - ont provoqué quelques tueries. En février, Ali Tounsi, chef de la police nationale, a déclaré que le terrorisme avait pratiquement été éradiqué et que certaines violences étaient le résultat de crimes organisés, non du terrorisme. La plupart des violences sont survenues dans des zones montagneuses et rurales. Pour la première fois depuis plus de deux ans, il y a eu des attaques terroristes dans la capitale. Le 19 octobre, un dispositif explosif improvisé (IED) a explosé en dehors d'une caserne militaire dans la banlieue d'Alger d'El Harrach, blessant six personnes, et le 30 octobre, deux bombes ont causé la mort de deux personnes, près de 20 Km (12,4 miles) d'Alger centre. Le dix décembre, un bus navette transportant 20 expatriés travaillant pour une compagnie pétrolière occidentale a été attaqué dans une zone de la banlieue d'Alger, à proximité des résidences des hauts fonctionnaires de l'Etat et d'un grand hôtel. Deux hommes qui étaient dans le bus ont été tués.

Au cours d'une conférence de presse tenue en mars, l'ancien Premier Ministre Ouyahia a déclaré que le nombre total des victimes du massacre de Ramka en 1998 commis par des terroristes dans la province de Relizane était de 1000, non de 150, comme précédemment déclaré par le gouvernement.

b. Disparitions

En juin, et selon des ONG locales et internationales, trois personnes ont disparues et on par la suite réapparu devant une cour de justice le 9 octobre et ont été inculpé pour appartenance à un groupe terroriste (section 1.d.). On ignore si ces individus ont été mis en détention provisoire en attendant leur mise en inculpation. En novembre, et selon la Ligue Algérienne Des Droits de l'Homme (LADDH), un individu a disparu et le demeure jusqu'à la fin de l'année.

ALGERIE

Afin que les cours acceptent les charges en disparition, la loi exige au moins deux témoins oculaires. La plupart des milliers de cas de disparitions du milieu des années 90, dont un grand nombre ont été attribués aux forces de sécurité, demeurent non résolus. Le gouvernement n'a poursuivi aucun membre des forces de sécurité et aucune preuve ne confirme que le gouvernement a enquêté sur les 5200 cas pour lesquels les forces de sécurité ont été mises en cause. Selon certaines ONG locale, le gouvernement a refusé d'enquêter sur les cas pour éviter la possibilité d'accusations pénales à l'encontre des forces de sécurité ou des fonctionnaires de l'Etat. Les tribunaux ont par conséquent refusé de considérer les cas où un membre de la famille, en tant que témoin oculaire unique d'un enlèvement, a spécifiquement identifié des policiers en tant ravisseurs.

Les reportages de presse ont indiqué que le GSPC a kidnappé près de 55 personnes au cours de l'année.

Le nombre total de disparus durant les années 90 était encore sujet à controverse. Au cours de l'année, la gouvernement a estimé que 6546 personnes avaient disparu suite à des actions du gouvernement entre 1992 et 1999, avec près de 10000 autres personnes ayant disparu suite à des kidnappings ou des meurtres terroristes. Les ONG locales ont rapporté que les forces de sécurité ont joué un rôle dans la disparition de près de 8000 personnes.

En septembre 2005, les électeurs ont approuvé par référendum la Charte proposée par le Président Bouteflika pour la Paix et la Réconciliation Nationale, qui a mis fin au Mécanisme Ad Hoc qui avait été établie en 2003 pour justifier les disparus. Selon les résultats officiels, 80 pourcent des électeurs ont participé, et 97 pourcent des votants ont approuvé la charte. La charte est entrée en vigueur le 8 mars, accordant l'amnistie aux unités de l'Armée Nationale populaire, des forces de sécurité et aux personnes qui ont contribué à la lutte contre les extrémistes, ainsi qu'à certaines personnes impliquées dans des activités terroristes. Afin de bénéficier de l'amnistie, les individus impliqués dans le terrorisme devaient cesser leurs activités armées et se rendre avec leurs armes aux autorités. Les personnes impliquées dans des massacres, des viols ou des attaques à la bombe dans des lieux publiques ne pouvaient avoir droit à l'amnistie. Les ONG ont critiqué l'amnistie en la considérant comme une couverture pour les services de sécurité. Nombreux terroristes emprisonnés ont également bénéficié de l'amnistie.

ALGERIE

Les familles des disparus ont subi des complications et des retards quant à l'obtention des compensations fournies par le gouvernement. A la fin de l'année, les informations concernant le nombre de famille ayant postulé pour, ou ayant reçu les compensations, n'étaient pas encore claires.

Des ONG locales et internationales se sont plaint de la couverture des forces de sécurité, telle prévue dans la charte pour l'amnistie en ne les tenant pas suffisamment responsables des actes de violents qu'ils auraient pu perpétrer. Certaines ONG locales ont critiqué la charte en permettant aux terroristes d'échapper à la justice pour les crimes qu'ils ont commis contre des civils.

c. Torture et autre sanction ou traitement cruel, inhumain ou dégradant

Aussi bien la constitution que les Codes interdisent la torture et tout autre sanction ou traitement cruel, inhumain ou dégradant ; cependant, certains rapports émanant de Algeria Watch en mars et de Amnesty Internationale (AI) en avril ont établi que des responsables du gouvernement ont employés de telles pratiques. Selon la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme, les forces de sécurité ont fréquemment fait usage de la torture, notamment pour l'obtention d'aveux.

Le Code Pénal criminalise la torture ; les agents gouvernementaux encourent des peines de prisons allant jusqu'à trois ans pour avoir commis de tels actes. Toutefois, l'impunité demeurait un problème (voir section 1.d.).

Les avocats aux droits de l'homme ont soutenu que la torture continuait d'être utilisée dans les prisons militaires, et le plus souvent contre les personnes arrêtées pour des « raisons de sécurité ». Cela dit, ils considèrent que la fréquence et la gravité de la torture avaient baissé au cours de l'année, en partie grâce à une meilleure formation des forces de sécurité et d'autres techniques alternatives de collecte des informations. En juillet, AI publiait un rapport sur la torture par la police militaire secrète, concluant que les forces de sécurité continuaient à bénéficier de l'impunité. En mai 2005, AI rapportait que la méthode du « chiffon » - consistant à mettre un chiffon dans la bouche d'une personne tout en forçant des liquides contaminés dans l'estomac jusqu'à ce qu'elle vomisse - était la méthode de torture préférée parce qu'elle ne laissait aucune trace d'agression.

ALGERIE

En avril, la police a placé en détention Mourad M'hamed, un journaliste travaillant pour le quotidien *El-Khabar*. Selon le journal, la police l'a poussé, et l'ont soumis à « une pression psychologique soutenue » durant plusieurs heures parce qu'il avait publié un document concernant le groupe terroriste du GSPC, un acte jugé comme une menace à la sécurité nationale. En juillet, il fut jugé pour avoir publiquement divulgué des informations de la sécurité nationale et fut acquitté (voir section 2.a.).

En 2004, sept gendarmes ont été emprisonnés dans une structure de détention militaire à Blida, en attendant d'être jugés pour des charges de torture et de mauvais traitement. A la fin de l'année, aucune information n'était disponible sur leur état.

Conditions des Prisons et des Centres de Détention

Selon le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), les conditions dans les prisons étaient difficiles, mais en amélioration. Le gouvernement a autorisé le Comité International du Croissant Rouge (CICR), le PNUD et la Société du Croissant Rouge à visiter régulièrement les prisons non militaires. Le CICR a refusé de rapporter ses constatations. Le gouvernement a refusé les visites des prisons militaires et des prisons et centres de détention de haute sécurité aux observateurs indépendants des droits de l'homme.

Il y avait près de 51000 prisonniers dans 127 prisons. Le surpeuplement était un problème dans certaines prisons. La qualité des soins médicaux était inégale, selon les observateurs internationaux, et dépendaient des prisons. En 2005, des grèves de la faim se sont déclenchées dans plusieurs prisons pour protester des conditions et de la longueur des périodes de détention provisoires, mais les rapports concernant de telles grèves se sont considérablement atténués au cours de l'année. Des observateurs indépendants des droits de l'homme ont rapportés que les conditions générales dans les prisons se sont améliorées au cours de l'année. Selon des rapports de presse, le ministre de la justice a ordonné une enquête sur les conditions de détention, suite à des plaintes d'un prisonnier. Encore selon les rapports de presse, le gouvernement a démis des gardiens de prisons dans deux prisons et a remanié les administrations de 18 prisons.

d. Arrestations ou Détentions Arbitraires

ALGERIE

La constitution interdit les arrestations et les détentions arbitraires. Comme de par les années précédentes, les forces de sécurité ont arrêté et détenu des citoyens de manière arbitraire; cela dit, la LADDH et la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme (LADH) ont rapporté que de tels abus survenaient de moins en moins. En 2005, le chef de la Commission Nationale Consultative pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme (CNPPDH) indiquait que la détention provisoire, telle que définie par l'Article 123 du Code de Procédure Pénale demeurait trop utilisée.

Rôle de la Police et des Services de Sécurité

La Direction Générale de la Sécurité Nationale (DGSN), ou force de police nationale est sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur et dispose d'une juridiction sur tout le territoire national. La Gendarmerie, sous la tutelle du Ministère de la Défense, exécute également des fonctions qui s'apparentent à celles de la police en dehors des zones urbaines. La police était généralement effective dans le maintien de l'ordre dans tout le pays. De faibles niveaux de corruption existaient, particulièrement au sein de la police des douanes.

L'impunité restait un problème. Le gouvernement n'a pas fourni d'informations publiques désagrégées concernant le nombre, les infractions ou les sanctions données au personnel de la police, militaire ou d'autres forces de sécurité. Selon les avocats des droits de l'homme, des officiels de la police et des ONG locales, les abus les plus fréquents des forces de polices résultaient du fait que les officiers ne suivaient pas les consignes établies concernant les arrestations. En janvier 2005, toutes les forces de sécurité ont été munies d'une copie d'un code de conduite établissant les règlements de conduite et des sanctions apportées suites aux abus.

En mars, le directeur de la DGSN déclarait que dans le cadre de mesures interne contre les méfaits au sein de la police, plusieurs responsables de la DGSN ont été arrêtés pour détournement de fonds, usage de fonds publics à des fins personnels, et utilisation de connaissances. En avril, la Police Judiciaire (corps principal de la DGSN) a porté en justice 10 officiers de police. Les résultats n'étaient toujours pas rendus publiques à la fin de l'année.

En mars, la Gendarmerie a officiellement annoncé que 4200 gendarmes ont été démis de leurs fonctions entre 2000 et 2005 pour manque de discipline et abus de pouvoir.

ALGERIE

Arrestations et Détentions

La police doit obtenir une citation du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect apparaisse à un poste de police pour un interrogatoire préliminaire. Les citations sont également utilisées pour informer et exiger l'accusé et/ou la victime de comparaître devant un tribunal ou assister à une audience.

Le gouvernement émet des mandats selon trois circonstances différentes : pour prendre quelqu'un de son lieu de travail ou de son domicile au tribunal; pour exécuter une demande approuvée par le procureur de placer une personne en détention en attente de son jugement, ou pour arrêter un suspect considéré comme pouvant s'évader. Les avocats ont rapporté que les procédures relatives aux mandats et aux citations étaient généralement suivies.

La constitution spécifie qu'un suspect peut être retenu en détention jusqu'à 48 heures sans charge portée contre lui. Dans le cas où plus de temps seraient nécessaires pour la collecte de preuves supplémentaires, la police peut demander au procureur de prolonger la détention du suspect à 72 heures. En pratique, les forces de sécurité ont adhéré à la limite des 48 heures dans les cas hors terrorisme. Cependant, les avocats de la défense ont affirmé que les détenus en détention provisoire prolongée n'étaient pas immédiatement inculpés.

La détention provisoire prolongée restait un problème. La loi ne propose pas à la personne en détention le droit à une détermination judiciaire immédiate de la légalité de sa détention. Les personnes accusées d'actes portant atteinte à la sécurité de l'Etat, y compris le terrorisme, peuvent être retenus en détention provisoire pour une durée de 20 mois, selon le Code de Procédure Pénale; le procureur doit en indiquer la cause tous les quatre mois pour poursuivre la détention provisoire.

Les juges ont rarement rejeté les demandes de prolongation de la détention préventive établies par le procureur. La détention peut faire l'objet d'un appel, mais est rarement annulée. Si la détention est annulée, le défendeur peut demander une compensation. En décembre 2005, le ministre de la justice a publiquement reconnu que les procureurs ont parfois abusé de la détention d'enquête. Les détenus avaient immédiatement accès à un avocat de leur choix et, dans le cas où ils ne pouvaient se le permettre, un avocat leur serait commis d'office par l'Etat.

ALGERIE

Il n'existe pas de système de caution, mais dans les cas non criminels, les suspects sont généralement mis en « liberté provisoire » en attente de leur jugement. En liberté provisoire, les suspects doivent se présenter chaque semaine au commissariat de leur commune et il leur est interdit de quitter le territoire national.

L'article 23 du code pénal exige que les détenus en détention provisoire soient immédiatement informés de leur droit à communiquer avec les membres de leurs familles, de recevoir des visiteurs et d'être examinés par un médecin de leur choix à la fin de la détention. En outre, tout suspect peut demander un examen médical à l'intérieur des locaux de police ou avant de passer devant un juge. En pratique, cependant, les détenus n'étaient examinés qu'à la fin de leur détention. De fréquents rapports indiquaient encore cette année que ces droits ne s'étendaient pas aux détenus.

En juin, selon des ONG locales et internationales, Mohammed Rabah Ajine, Zeineddine Belacel, et Habib Boukhatemi, tous de Tiaret, ont disparu et furent placés en détention provisoire à Alger. Le 9 octobre, les trois ont apparu devant un juge et furent jugés pour appartenance à un groupe terroriste opérant en Algérie et à l'étranger. Selon l'ONG SOS Disparus, à la fin de l'année, les trois étaient en détention et leurs jugements étaient en attente (voir section 1.b.).

Les procureurs locaux doivent évaluer la performance des capitaines de police opérant dans leur juridiction pour s'assurer qu'ils se conforment à la loi dans le traitement des suspects. Les capitaines de police évaluent à leur tour leurs officiers.

Amnistie

En mai et juillet, le Président Bouteflika a gracié 200 journalistes qui avaient été déclarés coupables de diffamation, y compris ceux qui servaient des peines. Toutefois, les journalistes impliqués dans des poursuites en cours pour diffamation n'étaient pas éligibles à la grâce.

e. Refus de Jugement Public Equitable

Bien que la constitution prône une indépendance de la justice, les décrets et l'influence de l'Exécutif ont limité cette indépendance judiciaire. La constitution prévoit le droit à un

ALGERIE

jugement équitable; toutefois, en pratique, les autorités n'ont parfois pas respecté les dispositions légales relatives aux droits des défendeurs, et rejeté le processus convenu. Les défendeurs et leurs avocats se sont parfois vu refuser l'accès aux preuves relatives à leurs cas et retenus par le gouvernement.

En février 2005, le Conseil Supérieur des Juges a renvoyé et radié le Juge Mohamed Ras El Ain lors d'une audience disciplinaire qui n'a pas suivi tout le processus convenu. Les avocats des droits de l'homme et la presse locale et internationale ont rapporté qu'il était accusé de critique de la politisation de la justice. Ras El Ain a maintenu que le système judiciaire avait été abusé pour servir les intérêts d'un parti politique.

Le judiciaire est composé de tribunaux civils, qui entendent des cas concernant des civils impliqués dans des accusations, hors sécurité et terrorisme ; et les tribunaux militaires, qui peuvent également entendre des cas concernant des civils impliqués dans des accusations d'ordre sécuritaire et de terrorisme. Les tribunaux criminels peuvent entendre des cas impliquant des atteintes à la sécurité au niveau local.

Les tribunaux militaires d'Oran, Blida, Constantine et Bechar traitent de cas impliquant la sécurité nationale, l'espionnage et d'autres atteintes à la sécurité impliquant des personnels militaires et des civils. Chaque tribunal consiste en trois juges civils et deux juges militaires. Bien que le président de chaque tribunal soit un civil, le juge principal est un officier militaire. Les avocats de la défense doivent être accrédités par le tribunal militaire pour comparaître. La présence du public au procès est à la discrétion du tribunal. Les appels sont directement transférés à la Cour Suprême. Les tribunaux militaires ont jugé des cas en 2005 et au cours de l'année, mais les tribunaux n'ont pas divulgué d'informations sur les procédures.

Le Conseil Constitutionnel, constitué de neuf membres, révisé la constitutionnalité des traités, lois et réglementations. Bien que le conseil ne soit pas partie du judiciaire, elle a l'autorité d'invalider les lois jugées inconstitutionnelles, de confirmer les résultats de tout type d'élection et de servir comme arbitre final des amendements qui passent les deux chambres du parlement avant de devenir loi.

ALGERIE

La majorité des procès sont publiques et sans jury. Les accusés sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, fourni en dépenses publiques si nécessaire. Les accusés peuvent confronter ou interroger des témoins contre eux ou des témoins présents ainsi que des preuves retenues contre eux. Les accusés ont également le droit à faire appel. Le témoignage d'une femme égale celui d'un homme.

En août 2005, le gouvernement a entamé un programme visant à éliminer la corruption judiciaire. Un Conseil National de la Magistrature s'est réuni à deux reprises (et deux fois en 2005) pour prendre des mesures disciplinaires, résultant en une enquête de plus de 40 magistrats. En décembre, 12 juges sont passés devant le conseil pour abus de pouvoir, manquement au devoir de réserve et relations contraires à la déontologie. Les résultats de l'enquête n'ont pas été rendus publiques à la fin de l'année.

En septembre 2005, le Ministre de la Justice, Tayeb Belaiz, a publiquement annoncé que 60 magistrats avaient été radiés pour « actes répréhensibles ». Au cours du même mois, 21 magistrats ont comparu devant la Conseil Supérieur de la Magistrature pour des sanctions disciplinaires, qui allaient de l'expulsion au transfert. Huit furent radiés et 23 rétrogradés.

Prisonniers et Détenus Politiques

Certains rapports faisaient état de prisonniers politiques et de détenus politiques. Le 21 janvier, Bachir Larabi, correspondant du quotidien arabophone *El-Khabar* dans la région ouest de El-Nayadh, fut emprisonné pour diffamation suite à un article publié le 9 décembre 2003, incriminant les collectivités locales et une association locale au sujet de la non construction d'une clinique. Le 22 février, il fut remis en liberté. Salah Mokhtari, du journal arabophone *Djazair News*, fut arrêté le 18 décembre et remis en liberté le 26 décembre. Quatre mandats d'arrêt furent émis contre Mokhtari entre 2004 et 2005, pour des articles publiés dans l'hebdomadaire *El-Kawalis*, où il travaillait. Au cours des années précédentes, des journalistes étaient détenus sans charge pour de longues périodes avant leur procès pour diffamation contre des responsables gouvernementaux.

Procédures Judiciaires Civiles et Recours

Le judiciaire n'était pas totalement impartial et indépendant dans les procédures civiles. Le favoritisme peut survenir, selon les connexions familiales et le statut des parties en présence. Les

ALGERIE

individus peuvent intenter des procès pour violation des droits de l'homme et recevoir des dommages intérêts pour délits présumés.

f. Interférence Arbitraire avec la Vie Privée, la Famille, le Domicile ou les Correspondances

La constitution interdit de tels actes; en pratique, cependant, les autorités gouvernementales ont enfreint certains droits à la vie privée des citoyens. Le gouvernement a activement surveillé les communications des opposants politiques, des groupes des droits de l'homme, des journalistes et des terroristes suspectés (voir section 4).

Section 2 Respect des Libertés Civiles, Y Compris :

a. Liberté d'Expression et de la Presse

La constitution prévoit la liberté d'expression et la liberté de presse; cependant, le gouvernement a restreint ces droits en pratique.

Les individus étaient généralement en droit de critiquer le gouvernement en privé sans représailles. Cependant, les citoyens étaient moins disposés à critiquer le gouvernement en public. Le gouvernement a tenté d'empêcher les critiques en surveillant les rassemblements politiques.

La loi stipule que la liberté d'expression doit respecter « la dignité des individus, les impératifs de la politique extérieure et la défense nationale ». Le décret relatif à l'état d'urgence octroie au gouvernement une large autorité pour restreindre ces libertés et entreprendre des poursuites ce qu'il considère comme une menace contre l'Etat ou contre l'ordre public. Ces réglementations étaient largement appliquées tout au long de l'année, et dans certains cas, le gouvernement visait des organisations médiatiques spécifiques, ainsi que leurs personnels.

La radio et la télévision sont publiques, avec une couverture favorable à la politique du gouvernement. Au cours de l'année, les portes parole de l'opposition ont généralement été dépourvu d'accès à la radio ou à la télévision publique. L'accès à la télévision demeurait sévèrement limité à certains partis de l'opposition. Ces limitations étaient moins évidentes pour la radio. Les candidats aux présidentielles ont bénéficié de durées d'antenne égales sur les ondes de radio et les chaînes de

ALGERIE

télévision durant la campagne officielle de trois semaines qui a précédé les élections de 2004.

La presse privée du pays consiste en plus de 43 quotidiens, 60 hebdomadaires et 17 publications mensuelles, pour ou contre le gouvernement à des degrés variés ; seuls six journaux dépassaient les 10000 copies. Le gouvernement détient deux journaux en français et deux journaux en arabe. Plusieurs partis politiques, y compris les partis islamiques autorisés, ont eut accès à la presse indépendante et l'ont utilisé pour exprimer leurs points de vue. Les partis de l'opposition ont également diffusé des informations via l'Internet et dans des communiqués.

La loi autorise le gouvernement à prélever des amendes et d'emprisonner des membres de la presse de manière à restreindre la liberté de la presse. La gouvernement a fait usage de la censure, aussi bien directement qu'indirectement, et a pousser les médias à la pratique de l'autocensure. Le gouvernement a utilisé la loi sur la diffamation pour harceler et arrêter des journalistes et la presse a du être confrontée à des représailles gouvernementales pour avoir critiqué des responsables gouvernementaux.

Les accusations de diffamation se fondent sur la loi sur la communication de 1990 qui protège l'Islam contre la diffamation, contrôle l'accès aux informations externes, et déclare illégale tout écrit qui menace l'unité de la nation. En 2001, les lois furent amendées pour criminaliser les écrits, dessins et déclarations qui insultent ou offensent le président, le parlement, le judiciaire ou les forces armées. Le Code Pénal impose des amendes élevées et des peines de prisons allant jusqu'à 24 mois pour diffamation ou "insulte" des emblèmes du gouvernement, y compris le président, les membres du parlement, les juges, le membres du corps militaire et « tout autre autorité de l'ordre public ». Les accusés encourrent des peines de prison allant de 3 à 24 mois et des amendes de 675\$ à 6750\$ (50.000 à 500.000 dinars).

En janvier, le correspondant régional du quotidien *El-Khabar*, Bachì El-Larabi, a été condamné à un mois d'emprisonnement pour diffamation. Dans le même cas, Ali Djjerri, directeur du journal, a reçu une amende de 700\$ (50.000 dinars). El-Larabi a été remis en liberté en février.

Le 25 décembre, un tribunal à Jijel a condamné Omar Belhouchet, rédacteur en chef du quotidien francophone *El-Watan*, et Chawki Amari, journaliste, à trois mois de prison et une amende de

ALGERIE

14,088\$ (986.000 dinars) pour un article publié en juin accusant le wali de Jijel de corruption. Amari a déclaré à l'ONG « Reporters Sans Frontières » qu'il n'avait reçu aucune citation à comparaître devant le tribunal de Jijel et qu'il n'avait pris connaissance du procès qu'après que le verdict n'ait été rendu. En juin, également pour un article impliquant la corruption présumée du Wali de Jijel, Ali Fodil, du quotidien arabophone *Echourouk el-Youmi* a été condamné à trois mois de prison et une amende de 703\$ (49.000 dinars). Belhouchet, Amari, et Fodil ont fait appel de leurs jugements et n'ont pas été détenus.

En février, Ali Dilem, le dessinateur du quotidien francophone *Liberté*, a été condamné à une année de prison et une amende de 700\$ (50.000 dinars) pour 12 dessins traitant du Président Bouteflika qui ont été publiés d'octobre à novembre 2003.

Le 20 février, Kamel Boussad, directeur de l'hebdomadaire *Panorama*, et Berkane Bouderbala, rédacteur de l'hebdomadaire *Essafir* et son supplément religieux *Errisala*, ont été emprisonnés parce qu'ils avaient tous les deux réimprimé les caricatures danoises du Prophète Mohammed. Le ministre de la communication a déposé une plainte sur la base de l'Article 144 du Code Pénal, qui prévoit une peine de prison allant jusqu'à cinq années pour des offenses contre le Prophète ou les Messagers de Dieu ou qui dénigre la doctrine de l'Islam. Le 15 mars, Boussad et Bouderbala ont été libérés.

Le 10 février, le directeur général de la chaîne de télévision Canal Algérie, Lotfi Cheriet, fut réaffecté et rétrogradé pour avoir diffusé ces mêmes caricatures. Le narrateur de cette pièce a été renvoyé. Houria Khatir, directrice de la chaîne de télévision Thalita, a également été démise de ses fonctions pour avoir autorisé ces caricatures d'être télévisées.

Le 1^{er} avril, la police a placé en détention Mourad M'hamed, un journaliste travaillant pour le quotidien *El-Khabar*. Selon le journal, la police l'a poussé, et l'ont soumis à « une pression psychologique soutenue » durant plusieurs heures parce qu'il avait publié un document concernant le groupe terroriste du GSPC, un acte jugé comme une menace à la sécurité nationale. En juillet, il fut jugé pour avoir publiquement divulgué des informations de la sécurité nationale et fut acquitté (voir section 1.c.).

Le 31 octobre, un tribunal d'Alger a condamné le rédacteur Ali Fodel et la journaliste Naila Berahal du quotidien arabophone *Echourok el-Youmi* sur des accusations de diffamation du leader

ALGERIE

Libyen Muammar al-Qadhafi. Le juge a condamné les deux accusés à six mois de prison et a ordonné la fermeture du journal pour deux mois. Fodel et Berahal ont fait appel et le cas était encore en attente à la fin de l'année.

Au cours de l'année, 68 cas liés à la presse ont été jugés. En 2005, il y eut 114 cas enregistrés de harcèlement de la presse.

En mai et juillet, le Président Bouteflika a pardonné les 200 journalistes en cas de diffamation en attente ou d'accusations de diffamation, y compris 11 personnes condamnées à des peines de prison en 2005.

En 2004, Mohamed Benchicou, le rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Le Matin* et auteur du livre critique sur le président, *Bouteflika - Une Imposture Algérienne-*, a été accusé de violation du contrôle de changes en tentant de vendre son livre. Il a été condamné à deux années de prison et fut remis en liberté en juin. Il a du être confronté à la confiscation de son passeport et, en septembre, le juge a ordonné qu'il lui soit restitué.

L'influence économique du gouvernement sur les médias était encore considérable. Contrairement aux années précédentes, aucun journal n'a été fermé pour des créances dues aux imprimeries étatiques. Tous les journaux étaient imprimés par des imprimeries étatiques, et le gouvernement a continué à influencer la presse indépendante par le biais de la société de publicité étatique, l'Agence Nationale d'Edition et de Publicité (ANEP), qui décidait des journaux indépendants qui pourraient bénéficier des publicités placés par les agences et sociétés publiques. L'ANEP, et par conséquent le gouvernement, a contrôlé la source de revenu la plus importante des journaux.

La plupart des journaux indépendants ont continué de compter sur les quatre maisons d'impression étatiques en ce qui concerne les presses à imprimer et le papier journal.

En mars, le gouvernement a interdit la livre de Boualem Sensal « Poste Restante Alger" parce qu'il y critiquait le gouvernement et suggérait que le nombre de personnes décédées durant la guerre d'indépendance était inférieur à celui revendiqué officiellement.

Le gouvernement a continué d'imposer des restrictions sur la couverture médiatique locale et internationale sur les thèmes relatifs à la « sécurité nationale et au terrorisme ».

ALGERIE

En février, le gouvernement a bloqué la distribution de deux éditions des quotidiens français *France Soir* et *Le Monde* parce qu'ils contenaient des dessins danois représentant le Prophète Mohammed.

Les antennes paraboliques étaient largement répandues.

L'accès aux média imprimés et diffusés (radio et Tv) en Tamazight (langue berbère) et de culture Amazigh a continué de croître. La programmation en Tamazight a également pris de l'ampleur sur les chaînes non berbérophones, ainsi que pour les publicités en Tamazight dans toutes les chaînes de télévision et de radio. Commençant au cours de l'année scolaire 2006-2007, le Tamazight a officiellement été enseigné dans les écoles primaires, à partir de la quatrième année dans 17 provinces à prédominance Berbère.

Les restrictions sont restées en place sur les médias internationaux, en limitant sa possibilité à rapporter librement ; cependant, ces restrictions n'étaient pas aussi rigoureusement mises en vigueur qu'elles ne l'étaient dans les années précédentes. Le bureau d'Al-Jazeera est resté fermé. A la fin de l'année, ni Ahmed Megaache de Al-Arabia, ni Ait Larbi du *Figaro* n'avaient obtenu leur accréditation.

Liberté relative à l'Internet

L'accès à l'Internet était généralement libre ; cependant, le gouvernement a surveillé les courriels et les chatrooms, notamment ceux traitant du terrorisme et des questions de sécurité. L'article 14 du décret ministériel de 1998 portant sur les télécommunications déclare que les fournisseurs d'accès à l'Internet sont responsables des matières et des sites Web qu'ils hébergent.

Liberté de l'Enseignement et Evénements Culturels

Le gouvernement a limité la liberté de l'enseignement. Alors qu'un nombre croissant de séminaires et de colloques académiques se sont déroulés sans interférence du gouvernement, certains retards considérables pouvaient être constatés dans la délivrance de visas aux participants internationaux et parfois, des experts internationaux pouvaient se voir refuser l'entrée (voir section 4).

ALGERIE

Les spectacles programmés durant le mois d'avril de l'humoriste français Djamel Debbouze ont été annulés. Les médias locaux ont supposé que l'annulation était due à sa position concernant le Sahara Occidental.

En octobre, le Ministère de la Culture a empêché l'exposition et la vente de livres et CD-ROM qui supportaient les points de vue Salafiste de l'Islam lors de la Foire Internationale du Livre d'Alger.

b. Liberté de Rassemblement Pacifique et d'Association

La constitution prévoit la liberté de rassemblement et d'association ; cependant, l'exercice de ces droits a été considérablement restreint en pratique.

Liberté de Rassemblement

L'article 41 de la constitution prévoit le droit au rassemblement; cependant, le décret relatif à l'état d'urgence et la pratique du gouvernement ont continué à entraver ce droit. Un décret de 2000 a continué à interdire les manifestations à Alger. Les citoyens et les organisations devaient obtenir des autorisations du gouverneur local avant de tenir des réunions publiques. Le gouvernement a fréquemment accordé des autorisations aux partis politiques, ONG et à d'autres groupes pour tenir des rassemblements en intérieur, bien que ces autorisations n'aient été souvent accordées que la veille de l'événement, et par conséquent empêchait la publicité et d'être destiné à un large public. Suite à des difficultés répétées en 2005 dans l'obtention d'autorisations pour tenir des réunions en dehors des enceintes, la LADDH a décidé de tenir ses réunions dans des salles. Les groupes opposés à la Charte pour la Paix et la Réconciliation ont également eu des difficultés à assurer des autorisations pour organiser des rassemblements publics. En septembre 2005, un rassemblement des familles de disparus à Constantine a été violemment dispersé par la police. A Alger, au cours du même mois, les familles des victimes du terrorisme se sont rassemblées devant le bureau du Premier Ministre durant trois semaines consécutives.

Au cours de l'année, le gouvernement a dispersé de nombreuses marches, protestations et manifestations en dehors de la capitale. Suite à une annonce faite le 5 septembre, SOS Disparus a continué son rassemblement hebdomadaire devant le siège du CNCPDH pour exhorter le Président Bouteflika à trouver une solution différente au problème des disparus.

ALGERIE

Le 28 juin, dans la province de Tiaret, plus de 300 jeunes hommes se sont rassemblés dans les rues et ont marché, bloquant la voie rapide principale de la province pour protester contre l'absence d'eau, de gaz et des routes bitumées et sécurisées. La police a tenté de disperser la manifestation mais les émeutes ont duré trois jours. Un individu est décédé après avoir trébuché sur un lampadaire abattu, 67 personnes furent arrêtées pour vandalisme et 34 personnes furent blessées. Au troisième jour du conflit, la tension s'intensifia lorsque des manifestants demandèrent aux autorités locales de libérer tous les jeunes incarcérés. En raison de leur statut de mineurs, 57 jeunes furent relâchés après moins d'une semaine de détention, alors que les 10 restants ont purgé des peines de prisons allant de un à quatre mois.

Le 22 juillet, le Mouvement de la Société pour la Paix (MSP), un parti de la coalition au pouvoir, a organisé une marche à Alger en soutien des peuples libanais et palestiniens. Lorsque les forces de sécurité ont tenté d'empêcher la marche, des heurts ont éclaté. Quinze manifestants furent arrêtés, mais furent libérés le même jour à la suite de négociations entre la police et des responsables du MSP.

Liberté d'Association

La constitution prévoit le droit d'association ; cependant, l'exercice de ce droit a été considérablement restreint par le décret d'urgence et la pratique du gouvernement. Le Ministère de l'Intérieur doit agréer tous les partis politiques avant qu'ils ne soient légalement établis (voir section 3). Le gouvernement a restreint l'enregistrement de certaines ONG, associations et partis politiques sur des "bases sécuritaires", sans pour autant fournir des preuves ou des bases légales se rapportant à son refus d'autoriser d'autres organisations qui ne pouvaient être disqualifiées sur des bases sécuritaires. Le gouvernement a fréquemment refusé d'accorder une reconnaissance officielle à certaines ONG, associations et partis politiques de manière expéditive. Le Ministère de l'Intérieur peut refuser une licence au dissoudre tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement ou à la sécurité ou à l'ordre public.

Le gouvernement a accordé des licences et subventions à des associations nationales, notamment les associations de jeunes, médicales et de quartier. Le Ministère de l'Intérieur a considéré les organisations incapables d'obtenir les agréments gouvernementaux comme illégales. Les ONG nationales ont

ALGERIE

rencontré des obstacles bureaucratiques dans l'obtention de soutiens financiers provenant de l'étranger. Bien que n'étant pas illégal, le soutien financier provenant de l'étranger est soumis à une série d'autorisations des Ministères de l'Intérieur et de la Solidarité Nationale. Ces autorisations sont difficiles à obtenir.

L'adhésion au Front Islamique du Salut (FIS), un parti politique dissout en 1992, est demeurée illégale. SOS Disparus et deux autres partis politiques, le Front Démocratique de Sid-Ahmed Ghozali et le parti Wafa de l'ancien premier ministre de Ahmed Taleb Ibrahimi (généralement considéré comme l'héritier politique du FIS), sont restés non reconnus mais opéraient sans interférence.

En novembre, le gouvernement a empêché des représentants diplomatiques de visiter l'ONG algérienne « Somoud », un groupe de défense des victimes du terrorisme.

Comme pour l'année précédente, le gouvernement a accordé des visas à Freedom House, une ONG étrangère, pour rencontrer d'autres ONG et des diplomates étrangers dans le pays.

c. Liberté Confessionnelle

L'article 2 de la constitution prévoit la liberté de confession tout en déclarant l'Islam comme religion de l'Etat. En pratique, le gouvernement a restreint la liberté confessionnelle.

Le 1^{er} mars, le parlement a adopté l'ordonnance 06-03 portant sur les conditions et les réglementations des religions autres que l'Islam. Selon le Ministère des Affaires Religieuses, un des objectifs de cette ordonnance est le maintien de l'ordre public. L'ordonnance confine les autres cultes à des établissements spécifiques approuvés par l'Etat, impose des sanctions pour prosélytisme et traite les transgressions en affaires pénales plutôt que civiles. Il y a des restrictions quant aux rassemblements publics, ainsi que des interdictions concernant le prosélytisme des citoyens par des étrangers et des contrôles sur l'importation de matériels religieux. Aucun rapport n'indique que cette ordonnance ait été mise en application au cours de cette année.

Le gouvernement exige des religions organisées d'obtenir une reconnaissance officielle préalablement à la mise en place d'activités religieuses. Les églises protestante, catholique romaine et l'église adventiste du septième jour sont les seules

ALGERIE

croyances non islamiques autorisées à opérer dans le pays. Les membres d'autres dénominations, notamment les Méthodistes, ont été forcés d'opérer sans l'autorisation gouvernementale ou s'enregistrer en tant que partie de l'Eglise Protestante.

L'article 36 de la constitution fournit aux citoyens le droit de choisir leurs propres religions ; cependant, l'interprétation de la Shari'a (Loi Islamique) par le gouvernement ne reconnaît pas la conversion de l'Islam en tout autre religion. Il n'existe pas de lois spécifiques interdisant le prosélytisme de citoyens non musulmans par des citoyens musulmans ; cependant, le gouvernement considère le prosélytisme des citoyens musulmans par des non musulmans est considéré comme une activité subversive. Le gouvernement a limité l'importation de littérature religieuse, y compris la littérature islamique, destinée à une distribution élargie, bien qu'il n'ait pas interdit l'utilisation de tels matériels à usage personnel. Au cours des précédentes années, les textes non islamiques, les sélections de musique et de vidéos sont devenus plus faciles à acheter. Les stations de radio publique proposent des temps de diffusion aux radions Protestantes et Catholiques. Le gouvernement interdit la distribution de toute littérature décrivant la violence comme un precept légitime de l'Islam.

Les ministères de l'éducation et des affaires religieuses exigent, réglementent et financent l'enseignement de l'Islam dans les écoles publiques. Le gouvernement a surveillé les activités dans les mosquées quant à de possibles infractions relatives à la sécurité, a interdit leur utilisation en tant que lieu de rassemblement public en dehors des heures de prières régulières et a convoqué les imams au Ministère des Affaires Religieuses pour « action disciplinaire » lorsque cela était nécessaire. Le Ministère des Affaires Religieuses a fourni un soutien financier aux mosquées et payé le salaire des imams ; le ministère a également formé et réglementé l'affectation des imams et la loi l'autorise à avoir un droit de regard sur les sermons religieux avant qu'ils ne soient délivrés publiquement (voir section 2.a). Cependant, des responsables du ministère ont indiqué qu'ils interféraient rarement dans les sermons au-delà d'une voie consultative. Le gouvernement a contrôlé les écoles coraniques en vue d'empêcher des enseignements extrémistes. Le Ministère des Affaires Religieuses a contrôlé les sermons islamiques au cours des violences entre les Islamistes et le gouvernement durant les années 1990 et ces restrictions sont largement restées en place.

ALGERIE

Le Code Pénal prévoit des amendes et des peines de prison pour les prêches dans une mosquée par des personnes qui n'ont pas été reconnues par le gouvernement en tant qu'imams. Il est interdit à toute personne, y compris les imams reconnus par le gouvernement, de parler durant les prières d'une manière "contraire à la noble nature de la mosquée ou d'une manière pouvant mettre en péril la cohésion de la société ou servir comme apologie à de telles actions. »

Abus Sociétal et Discrimination

Le conflit civil de 1992 à 2002 a opposé les musulmans radicaux auto-proclamés appartenant au Groupe Islamique Armé (GIA) et son successeur le GSPC, contre les musulmans modérés. Au cours de l'année, les extrémistes islamiques ont émis des menaces publiques contre tous les "infidèles" dans le pays, aussi bien étrangers que citoyens. Les groupes terroristes du pays n'ont généralement pas fait de différence entre les crimes religieux et politiques.

En octobre 2005, suite à une annonce faite par les autorités prévenant contre un tel comportement, le tribunal de Béjaia a condamné six jeunes personnes de trois à six mois de prison pour avoir mangé « de manière ostentatoire » durant le jour pendant le mois de jeûne du Ramadhan. Les jeunes furent libérés après trois mois de détention.

Des commentaires et des dessins antisémites sont régulièrement apparus dans la presse arabophone sans réponse du gouvernement. Suite au conflit entre Israël et le groupe terroriste du Hizbollah en juillet-août, des articles, des commentaires politiques et des dessins à caractères antisémites sont régulièrement apparus dans la presse. Le gouvernement n'a pas promu un enseignement de la tolérance et de l'impartialité, et il n'existe pas de législation concernant les crimes de haine. La population juive du pays comptait moins de 100 personnes. Aucune synagogue dans le pays ne fonctionne.

Pour de plus amples détails, se référer au *Rapport de la Liberté de Culte Internationale 2006*.

d. Liberté de Mouvement au sein du Pays, Voyage à l'Etranger, Emigration et Rappatriement

L'article 44 de la constitution prévoit de tels droits ; bien que le gouvernement en a restreint l'exercice. Le gouvernement n'a pas autorisé les jeunes hommes n'ayant pas encore achevé

ALGERIE

leur service militaire à être éligibles au tirage pour quitter le pays sans autorisation spéciale ; cependant de telles autorisations étaient octroyées aux étudiants et aux personnes ayant des circonstances familiales spéciales.

Dans le cadre du décret d'urgence, le ministre de l'intérieur et les walis peuvent rejeter la résidence dans certains districts de personnes considérées comme des menaces à l'ordre public. Le gouvernement a également maintenu des restrictions, pour des raisons de sécurité, dans les quatre provinces méridionales de Ouargla, El-Oued, Laghouat et Ain-Salah, où sont situées la majorité des industries d'hydrocarbures et où de nombreux travailleurs étrangers y opèrent.

Des bandits armés et des terroristes ont intercepté des citoyens au niveau de barrages, le plus souvent après avoir volé des uniformes et des équipements de police pour leur voler argent et véhicule. Parfois, des groupes armés ont tué des militaires et des passagers civils au niveau de ces barrages (voir section 1.a.).

Le Code de la Famille n'autorise pas les mineurs (moins de 18 ans) à voyager à l'étranger sans autorisation parentale (voir section 5).

La loi ne prévoit pas le cas d'exile forcé, et celui-ci n'est pas connu en pratique.

Protection des Réfugiés

La loi prévoit l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié conformément à la Convention des Nations Unies de 1951 relative au Statut des Réfugiés et son protocole de 1967 et le gouvernement a établi un système de protection des réfugiés. En pratique, le gouvernement a fourni une protection contre le *refoulement*, le retour de personnes vers un pays où ils craignaient la persécution. Le gouvernement a accordé le statut de réfugié et l'asile et aucun rapport n'indiquait de cas de *refoulement* au cours de l'année. Le gouvernement a fourni la protection à plus de 100.000 réfugiés Sahraouis, qui ont quitté le Sahara Occidental après que le Maroc ait pris le contrôle du territoire dans les années 1970. Le Siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Programme Alimentaire Mondial, le Croissant Rouge Algérien et d'autres organisations ont également assisté les réfugiés Sahraouis. Le gouvernement a généralement coopéré avec l'UNHCR et d'autres organisations humanitaires dans l'assistance des réfugiés, mais

ALGERIE

n'a pas autorisé l'UNHCR a réaliser un recensement des réfugiés Sahraouis.

Section 3 Respect des Droits Politiques : Droits des Citoyens à Changer leur Gouvernement

L'article 10 de la constitution prévoit que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement librement. En 2004, les citoyens ont exercé ce droit par le biais d'élections présidentielles pluripartites au suffrage universel. La constitution donne lieu à des élections présidentielles tous les cinq ans et limite les mandats à deux consécutifs. L'élection était généralement transparente.

Elections et Participation Politique

Pour la première fois depuis la fin du système au parti unique et après plus d'une décennie de conflit civil et des actes continus de terrorisme, en 2004, un président en exercice a non seulement terminé son mandat de cinq années mais fut également réélu suite à une élection disputée. Cependant, l'élection et le système électoral n'étaient pas dépourvus de tout vice. Lors de l'élection de 2004, le Président Bouteflika fut élu avec près de 85 pourcent des votes, selon les résultats officiels. La participation des électeurs était de 58 pourcent, en comparaison avec les 46 pourcent des élections législatives de 2002.

Contrairement aux précédentes élections, en 2004, il y eu des progrès remarquables vers un processus électoral libre et transparent. Un observateur électoral de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a déclaré lors d'une conférence de presse que l'élection était globalement libre et juste, bien qu'elle ne soit pas dépourvue de vice. Le tribunal d'Alger a été critiqué par la classe politique dans le pays et par la presse indépendante pour avoir invalidé le Huitième Congrès du Front de Libération Nationale en 2003. La validation était considérée comme fondé sur des motifs politiques et un revers au principal rival du président, l'ex Premier Ministre et Secrétaire Général du FLN Ali Benflis, parce que les représentants du parti choisis durant le Huitième Congrès du Parti étaient des pro-Benflis. L'invalidation a également gelé les comptes bancaires du FLN, qui redevinrent accessibles en février 2004, seulement après l'élection du nouveau secrétaire général Abdelaziz Belkhadem, qui devint premier ministre au cours de l'année.

ALGERIE

Les candidats de l'opposition se sont également plaints que le Ministère de l'Intérieur bloque régulièrement les parties de tenir des réunions, en leur refusant l'accès à des salles de conférence plus grande et mieux équipées, et a fait usage de pression sur les hôtels pour qu'ils fassent en sorte que les salles de conférences soient indisponibles, tout en facilitant les activités du FLN pro-Bouteflika. Les candidats de l'opposition avaient accès aux médias publics durant la période de campagne officielle de trois semaines, ni avant, ni après.

Les candidats de l'opposition, notamment le « Mouvement pour la Réforme Nationale » (Islamiste), ont exprimé leur préoccupation quant à la possible manipulation des listes de vote. Les candidats ont enregistré de nombreuses plaintes évoquant que les listes étaient désorganisées, inutilisables et gonflées. La commission électorale a effectué des centaines de corrections fondées sur 191 plaintes. Au cours de l'année, le gouvernement a accueilli des recommandations de l'IFES pour corriger les problèmes de votes, mais il n'a mis en oeuvre ces recommandations qu'en partie avant les élections.

Un accord entre le Premier Ministre Ahmed Ouyahia et le chef des Arouchs, Belaid Abrika, a traité les préoccupations socioéconomiques et a permis la tenue d'élections régionales en novembre 2005. Toutefois, les négociations ne se sont pas poursuivies comme prévues. Lors d'une conférence de presse organisée le 14 septembre, Abrika a déclaré que 80 pourcent des engagements de l'accord n'avaient pas été honorés. Selon Abrika, le plan socioéconomique d'urgence qui devait concerner la région n'a jamais été entamé.

Le pays dispose d'un parlement bicaméral composé de 389 sièges à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) et de 144 sièges au Conseil de la Nation (Sénat). Tous les membres de l'Assemblée sont élus par suffrage universel pour un mandat de cinq années. Pour ce qui est du Conseil, les deux tiers des membres sont élus par les assemblées régionales (les Assemblées Populaires Communales et les Assemblées Populaires de Wilaya), le tiers restant est nommé par le président. Tous les membres restent en poste pour un mandat de six années et la constitution exige que la moitié des membres élus et un tiers des membres nommés soient remplacés tous les trois ans. La constitution accorde au président l'autorité de gouverner par ordonnance exécutive en circonstances exceptionnelles. Dans les cas où le parlement n'est pas en session, le président a le droit de légiférer par ordonnance exécutive. Cependant, il doit soumettre une ordonnance exécutive à l'approbation du parlement dès son

ALGERIE

retour, à l'Assemblée en premier lieu, puis au Conseil de la Nation. Si l'Assemblée désapprouve l'ordonnance exécutive à deux reprises, le président doit dissoudre l'Assemblée. Les élections de l'Assemblée se sont tenues en 2002 et les élections indirectes du Conseil de la Nation en 2003.

La loi exige que les partis politiques potentiels obtiennent un agrément officiel du Ministère de l'Intérieur pour qu'ils soient mis en place. Afin d'obtenir l'agrément, un parti doit avoir 25 membres fondateurs à travers le pays dont les noms doivent être enregistrés auprès du Ministère de l'Intérieur. Le gouvernement a refusé d'enregistrer le parti Wafa en raison de ses liens perçus avec le FIS dissout qui en font une menace à la sécurité nationale, selon le ministère de l'intérieur. Le gouvernement n'a également pas fourni de réponse officielle à la demande d'enregistrement du Front Démocratique qui date de 1998. Les raisons expliquant l'absence de réponse ne sont pas claires, mais les dirigeants du parti diront que le gouvernement n'étaient pas encore prêts à « une véritable ouverture démocratique ». Aucun parti n'est autorisé à utiliser la religion ou l'héritage ethnique comme base pour s'organiser à des fins politiques. La loi interdit également les liaisons entre les partis politiques et les associations apolitiques et réglemente le financement des partis et les exigences de rapports.

Lors des élections indirectes de 2003 pour les 48 sièges du Conseil de la Nation, des membres des partis Islamiques furent élus pour la première fois.

Trente deux femmes occupaient des postes seniors dans les branches exécutives et législatives. Trois femmes siégeaient au conseil des ministres : la ministre de la culture, la ministre déléguée de la famille et de la condition féminine, et celle de la recherche scientifique. Les femmes ont également occupé 24 des 389 sièges de l'Assemblée et 4 des 144 sièges du Conseil de la Nation. Une femme dirigeait le Parti des Travailleurs, et tous les principaux partis, à l'exception du Parti Islah, possédaient des divisions des femmes dirigées par des femmes.

La minorité ethnique Amazigh de près de neuf millions concentrée dans la région de la Kabylie a participé librement et activement au processus politique et a représenté un tiers du gouvernement. Toutefois, les protestations et les boycotts amazighs autour des élections de 2003 et 2004 ont mis en exergue la négligence socioéconomique ressentie par nombre d'entre eux, au sein de cette communauté. En 2005, le gouvernement a signé un accord

ALGERIE

avec les dirigeants Berbères en leur promettant une aide économique spécifique dans la région, qui ne leur avait toujours pas été livrée à la fin de l'année (voir section 2.b.).

Corruption et Transparence du Gouvernement

Au cours de l'année, l'indice pondéré de Transparency International relatif au degré de corruption supposé exister parmi les politiciens et les responsables publics indiquait que le pays a de sérieux problèmes de corruption.

Les réglementations anti-corruption dans le Code Pénal prévoient des peines de prison de deux à 10 années pour les hauts fonctionnaires de l'Etat ; cependant les réglementations n'étaient pas suffisamment mises en œuvre.

Un décret présidentiel datant de 2004 a créé une unité pour enquêter sur les informations financières au niveau du Ministère des Finances. L'unité indépendante a pour responsabilité d'analyser et de traiter les opérations bancaires et financières qui pourraient constituer un blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme.

Le 1^{er} février, une loi instaurant un programme anti-corruption nationale a été promulguée, bien qu'elle fut amendée pour retirer des dispositions qui exigeaient des élus et des hauts fonctionnaires de déclarer leurs avoirs et, dans certains cas, de leur retirer l'immunité parlementaire. L'amendement est venu suite à l'insistance des parlementaires qui argumentaient en citant que le code pénal existant prévoyait suffisamment de peines pour punir les délits de corruption et que la décision de retirer l'immunité devrait uniquement incomber au parlement. Le 9 décembre, le président Bouteflika a promulgué trois décrets pour mettre en œuvre des clauses de la législation anti-corruption du mois de février. Le premier décret a instauré l'Office National de Prévention et de Lutte contre la Corruption (ONPLC), qui est responsable de « réunir périodiquement les déclarations de patrimoine des agents de l'Etat ». Au début et à la fin de leur mandat, tous les agents de l'Etat (hauts fonctionnaires) sont tenus, en vertu du second décret, de déclarer tous les "biens meubles et immeubles" dont ils sont propriétaires ainsi que leurs enfants mineurs, qu'ils vivent dans le pays ou à l'étranger. Ils doivent également déclarer tous leurs avoirs en liquide, leurs investissements et leurs passifs. Le troisième décret élargit le champ d'application aux officiers publics en exigeant qu'ils déclarent leurs avoirs à l'Etat. Les trois décrets présidentiels et le code pénal

ALGERIE

traitent des types de délits que la clause retirée était censée punir.

Le cas de Ahmed Bouricha, Wali de Blida, était encore en cours d'investigation à la fin de l'année. En mai 2005, il a été forcé à démissionner de son poste après avoir été impliqué dans une affaire de corruption immobilière, utilisation de fonds publics à des fins personnelles et abus de terres agricoles.

Le 21 janvier, le directeur des douanes a déclaré que 530 cas d'officiers des douanes ayant enfreint la loi ont été enregistrés depuis 2001. Parmi eux, sept hauts fonctionnaires des douanes ont été démis de leurs fonctions pour corruption et détournements de fonds, alors que les autres officiers des douanes condamnés ont inclus des peines de prison de durées indéterminées.

A la fin de l'année, le procès de Djillali Araar, le wali d'El-Tarf était en cours. Le Président Bouteflika l'avait démis de ses fonctions le 28 octobre. Araar était inculpé de corruption et d'abus de fonds publics. Une enquête gouvernementale des transactions impliquant le gouvernement local d'El-Tarf a rapporté l'existence de projets factices, de surfacturation et d'attribution de contrats qui n'avaient pas suivi les procédures établies. Araar était le troisième wali depuis 2005 (dont les walis de Blida et Oran) à être démis de ses fonctions pour corruption.

Bien que cela soit autorisé par la constitution, l'accès aux informations gouvernementales était souvent limité. En dépit des engagements à éliminer la corruption, il n'existe pas de loi facilitant l'accès à l'information. L'approvisionnement public était souvent entaché d'irrégularités, y compris par l'utilisation excessive d'accords privés. Selon le Ministère des Travaux Publics, suite à la déclaration du Président Bouteflika d'avril 2005, évoquant que l'utilisation de contrats privés, y compris les contrats de source unique, seraient interdits, les agences gouvernementales ont commencé à mettre en œuvre une politique d'appel d'offres publique pour tous les projets d'infrastructures et les grands projets gouvernementaux. Certaines agences, cependant, continuèrent d'utiliser les contrats privés pour les projets plus petits et moins remarquables dans les médias. Pour ces appels d'offres, les évaluations concernant les sociétés participantes n'ont pas été rendues publiques et les méthodes et techniques d'évaluations n'ont pas été clairement définies.

ALGERIE

Le manque de transparence du gouvernement est resté un sérieux problème. Le débat parlementaire de 2005 sur la loi sur la corruption a montré que 80 pourcent des responsables gouvernementaux n'avaient pas déclaré leurs richesses. Plusieurs statistiques économiques du gouvernement n'ont pas été rendues publiques. Cependant, à compter de 2005, tous les ministères étaient tenus de créer des sites Web et de les actualiser régulièrement. Tous les ministères disposent de sites Web, mais ne sont pas tous mis à jour. Le Ministère de la Justice fournit des informations sur les droits des citoyens et sur la législation dans deux sites Web.

Section 4 Attitude Gouvernementale Concernant les Enquêtes Internationales et Nongouvernementales sur les Violations Présumées des Droits de l'Homme

Le gouvernement a continué de harceler certaines ONG locales, et a empêché le travail de certaines ONG internationales. Le gouvernement a interféré avec les tentatives de certains groupes locaux et internationaux des droits de l'homme d'enquêter et de publier leurs constatations. Bien que certains groupes de droits de l'homme, dont la LADH et la LADDH, aient été autorisés à se déplacer librement, les organisations les plus actives et les plus visibles ont rapporté des interférences par les autorités gouvernementales, y compris par le biais de la surveillance et l'écoute des appels téléphoniques, la difficulté d'assurer des espaces de réunion et la difficulté d'obtenir l'autorisation aux conférenciers internationaux de parler de sujets sensibles (voir section 1.f.).

Les ONG locales doivent être agréées par le gouvernement et sont interdits de percevoir un financement de l'étranger sans l'approbation du Ministre de la Solidarité Nationale. Cela dit, près de 100 ONG non agréées ont opéré librement, telles que les groupes de défense des femmes et les organisations caritatives. Bien que les ONG internationales aient continué à être confrontées à des retards quant à l'obtention des visas, les refus inconditionnels restaient rares. Les retards dans le traitement des demandes de visa ont cela dit empêché un certain nombre d'ONG de mettre en œuvre leurs programmation au cours de l'année. AI, par exemple, avait programmé la tenue d'un séminaire sur la violence contre les femmes, en mars. En raison de son incapacité à obtenir des visas pour les intervenants, AI a déplacé le séminaire au Maroc. A deux occasions, au moins, la programmation de l'Institut Démocratique National (NDI) a été annulée ou reportée en raison de problèmes de visas. Une conférence du NDI sur les systèmes électoraux prévue en juin fut

ALGERIE

annulée parce que des experts internationaux n'avaient pas pu obtenir de visas. Le « Forum des Jeunes Leaders Politiques » du NDI était prévu en septembre, a finalement été reporté en raison de difficultés dans l'obtention des visas pour les experts internationaux. La directrice locale du NDI fut interdite d'entrée de septembre à décembre; elle fut finalement autorisée à entrer, mais uniquement pour récupérer ses effets et repartir.

Si une NGO n'est pas officiellement reconnue par le Ministère de l'Intérieur, elle n'est pas autorisée à conduire des investigations. Parfois, cependant, des ONG légalement reconnues ont été empêchées de conduire des investigations. Par exemple, la LADDH, une ONG légalement reconnue, n'a pas obtenu l'accès aux camps de prisonniers ou aux centres de détention. L'ONG locale Djazairouna, également reconnue légalement, a été confrontée à une pression gouvernementale indirecte pour déménager.

Le groupe indépendant des droits de l'homme le plus actif était la LADDH, une organisation avec des membres à travers tout le territoire. La LADDH n'a pas été autorisée à accéder à des responsables gouvernementaux pour la défense des droits de l'homme ou à des fins de recherche ou aux prisons, à l'exception des consultations usuelles entre un avocat et son client.

La LADH, moins active, est une organisation indépendante basée à Constantine. La LADH dispose de membres à travers le pays qui se chargent de cas individuels.

Le CICR a le plein accès aux prisons civiles et aux centres de détention provisoire ; cependant, il n'a pas reçu l'autorisation d'accéder aux prisons militaires et de sécurité élevée du pays (voir section 1.c).

L'ONG internationale Handicap International et l'ONG locale FOREM qui oeuvrent toutes deux dans les droits de l'enfant, n'ont pas rapporté de difficultés dans la conduite d'enquêtes.

En 2005, le gouvernement a invité le rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression et sur la violence contre les femmes pour une visite, bien qu'il ne soit pas venu. Cependant, le gouvernement a continué de refuser les visites du Groupe de Travail de l'ONU sur les Disparitions Forcées et Involontaires (en attente depuis 1997), le rapporteur spécial des Nations Unies sur la Torture (en attente depuis 1997) et le rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (en attente depuis 1998).

ALGERIE

La Commission Consultative pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme est le médiateur établi par le gouvernement pour les droits de l'homme. Dirigée par Farouk Ksentini, la commission est composée de 22 membres des organes gouvernementaux et 23 de la société civiles et ONG. Les membres non gouvernementaux ont inclus des représentants d'organisations religieuses Islamiques, de la Société du Croissant Rouge et de groupes de défense des droits de la femme. Le président approuve les nommée, le budget et le secrétariat proviennent de son bureau. La commission est mandatée pour rapporter sur les questions des droits de l'homme, de coordonner avec la police et les responsables de la justice, défendre les causes des droits de l'homme au niveau local et international, servir de médiateur entre le gouvernement et la population et proposer au gouvernement son expertise dans le cadre des questions des droits de l'homme.

Section 5 Discrimination, Abus Sociétal, et Trafic de personnes

L'article 29 de la constitution interdit la discrimination basée sur la naissance, la race, le sexe, la langue, et le statut social. En général, le gouvernement a mis en œuvre les codes de la nationalité et de la famille, bien que les femmes aient continué à être confrontées à une certaine discrimination légale et sociale.

Les femmes

Le mauvais traitement conjugal se produit, et en pratique est poursuivi dans le cadre de l'article 264 du code pénal, qui stipule que la personne doit être subir une incapacité de 15 jours ou plus et présenter un certificat médical certifiant les blessures avant d'enregistrer une plainte pour coups est blessures. En raison de pressions sociales, toutefois, les femmes sont souvent peu disposées à endurer tout ce processus. Selon une étude conjointe menée en 2004 par le ministère de la justice, les associations féminines, et l'Institut National de la Santé Publique (INSP), 70 pourcent des femmes maltraitées ont refusé de porter plainte ou d'engager des poursuites jusqu'au bout.

L'abus conjugal était plus fréquent dans les zones rurales et parmi les personnes les moins instruites. Selon le gouvernement, il y a eu 1762 cas de violence contre des femmes entre Janvier et Mars. Selon une étude menée en Mars 2006 par l'INSP, 70 pourcent des femmes maltraitées sont sans emploi et 26 pourcent

ALGERIE

sont illettrées. En 2005, selon le gouvernement il y a eu 7419 cas de violence contre des femmes, parmi lesquels 5178 cas de violence physique, 277 cas de violence sexuelle, 1753 cas de « mauvais traitement », 34 meurtres, et 176 cas de harcèlement sexuel. Selon une étude faite en Septembre 2006 par le Centre National de Recherches Anthropologiques, 52 pourcent d'un échantillon de 13000 femmes indiquaient qu'elles avaient souffert d'abus physique au moins une fois.

Le viol, conjugal ou non conjugal, s'est produit. Le viol non conjugal est illégal ; le viol conjugal ne l'est pas. Les peines d'emprisonnement pour le viol non conjugal varient entre un et cinq ans. De fortes pressions sociales sont portées contre une femme qui cherche une réparation légale contre son époux pour viol, et il n'y eu que quelques rapports indiquant que la loi ait été appliquée dans de tels cas. Toutefois, des groupes féministes ont commencé à s'exprimer contre la violence au sein des familles et ont tenu plusieurs séminaires et conférences en 2005 et durant l'année. En janvier et mai, SOS Femmes en Détresse, une ONG locale pour la défense des droits de la femme, a organisé deux séminaires portant sur la violence sexuelle contre la femme. En juillet, Femmes en Communication, une autre ONG de défense des droits de la femme, a organisé un séminaire de deux jours sur la violence contre les femmes. Tout au long de cette année, le cabinet du ministre délégué pour la famille et la condition de la femme a tenu une série de séminaires qui ont présenté une stratégie nationale pour combattre la violence contre les femmes.

SOS Femmes en Détresse et le réseau Wassila, une autre ONG, ont fourni la aide judiciaire et psychologique aux femmes maltraitées. Les groupes de droits de la femme ont connu certaines difficultés à attirer l'attention sur l'abus conjugal en tant que problème social majeur, principalement dû aux attitudes sociétales. Plusieurs centres de crise consécutives à des viols et dirigés par des groupes de femmes étaient opérationnels, mais disposaient de faibles ressources. La section des Travailleuses de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) a instauré un centre de consultation avec un numéro gratuit pour les femmes qui souffrent de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Le centre reçoit un nombre d'appels croissant. Durant l'année, le centre a reçu 1524 appels, en comparaison avec 1010 appels en 2005.

Selon le code pénal, la prostitution est illégale ; toutefois, l'INSP et les groupes de pression féministes ont déclaré que la prostitution constituait un problème croissant. La Gendarmerie

ALGERIE

Nationale a enregistré 300 arrestations liées à la prostitution de janvier à octobre.

La peine pour harcèlement sexuel est d'une à deux années d'emprisonnement et d'une amende de 685\$ à 1.370\$ (50.000 à 100.000 dinars). La peine est doublée pour une récidive. Dans la capitale, au moins une douzaine de cas ont été rapportés par la presse au cours de l'année. En 2005 plusieurs personnes ont été condamnées en vertu de la nouvelle loi ; aucune statistique actualisée n'était disponible.

L'article 29 de la constitution prévoit l'égalité des sexes ; toutefois, quelques aspects de la loi et plusieurs pratiques sociales restaient discriminatoires envers les femmes. Le Code de la Famille, adopté en 1984 et amendé en Février 2005 par un décret présidentiel, est basé en grande partie sur la Shari'a. Le Code de la Famille interdit aux femmes musulmanes d'épouser les non musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée. Les amendements de Février 2005 sur Code de la Nationalité ont permis à la femme d'épouser un étranger et de transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ces enfants et à son conjoint. Le Code de la Famille n'interdit pas aux hommes Musulmans d'épouser des femmes non Musulmanes. Dans le cadre de la Shari'a et du Code Civil, les enfants nés d'un père Musulman sont Musulmans, quelle que soit la religion de la mère.

Dans le cadre des amendements de 2005, les femmes peuvent demander le divorce pour différends irréconciliables et pour violation de l'accord pré-nuptial, entre autres raisons. Dans un divorce, les amendements offrent à la femme le droit de garder le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement offerte à la mère, mais elle ne peut pas prendre de décision quant à leur éducation ou les sortir du pays sans l'autorisation du père. En pratique, un nombre croissant de femmes garde le domicile familial quand elles ont la garde des enfants.

Le Code de la Famille affirme également la pratique Islamique qui permet à l'homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. En pratique, toutefois, cela se produit rarement (environ 1 à 2 pourcents des mariages), et dans le cadre du Code de la Famille amendé, des restrictions sur la polygamie ont été renforcées. Les femmes peuvent inclure « une clause de non polygamie » dans l'accord pré-nuptial, et l'époux doit obtenir une décision du tribunal, généralement facile à obtenir, lui permettant d'avoir une deuxième épouse. Une épouse peut intenter un procès pour

ALGERIE

divorce si son mari ne l'a pas informée de son intention d'épouser une autre femme avant le mariage.

Les amendements du Code de la Famille ont en pratique vicié les exigences de la Shari'a quant au rôle du tuteur mâle (wali) et le consentement au mariage d'une femme, bien que les exigences aient été formellement gardées. Le wali continue de contracter le mariage, mais la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite comme wali.

Les femmes ont souffert de discrimination dans les revendications d'héritage. Selon la Shari'a, les femmes ont droit à une plus petite partie des biens que celle des enfants masculins ou un des frères du défunt mari. Selon la Shari'a, une telle distinction est justifiée car d'autres dispositions exigent que le revenu et les biens de l'époux soient utilisés pour subvenir aux besoins de la famille, alors que l'épouse garde, en principe, ses biens. Toutefois, en pratique les femmes n'ont pas toujours le contrôle exclusif des biens qu'elles ont acheté lors du mariage ou qu'elles ont gagné par elles mêmes. Les femmes mariées, âgées de moins de 18 ans ne peuvent pas voyager à l'étranger sans la permission de leurs maris. Les femmes mariées peuvent contracter des emprunts d'affaires et utiliser leurs propres ressources financières. Selon le Centre National des Registres de Commerce, 93328 femmes gèrent leurs propres affaires. Le nombre des femmes au chômage en Algérie était estimé à deux millions.

En dépit des dispositions constitutionnelles et légales prévoyant l'égalité des sexes, en pratique, les femmes demeuraient confrontées à une discrimination au travail. Les dirigeants des organismes féministes ont déclaré que les violations discriminatoires sont communes.

Dans les zones urbaines, les femmes étaient encouragées par la société pour poursuivre un enseignement supérieur ou une carrière. Les filles ont un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que celui des garçons. Selon les statistiques publiées le 2 Mai par la ministre déléguée chargée de la famille et de la condition féminine, les femmes représentent 60 pourcent de la profession médicale, 55 pourcent de la profession des media, 30 pourcent des niveaux supérieurs de la justice, et plus de 60 pourcent de la profession de l'éducation. Parmi les 7,7 millions de travailleurs, 1,4 millions sont des femmes, représentant seulement 18 pourcent de la main d'œuvre. Les femmes peuvent posséder leurs propres entreprises, engager des contrats, et poursuivre des carrières similaires à celles des

ALGERIE

hommes. Deux femmes magistrats, une désignée par le Président Bouteflika et une élue par ses pairs, font partie du Haut Conseil de la Magistrature. De plus, 55 pourcent des magistrats sont des femmes ; la promotion 2005 des nouveaux juges était à 50 pourcent constituée de femmes ; et les femmes figuraient à tous les niveaux dans le système judiciaire. En 2005 le Ministère de l'Intérieur a commencé à augmenter le nombre de femmes au sein des forces de police et à placer au moins une femme officier dans chaque quartier pour assister les femmes avec leur plaintes de mauvais traitement. Cette politique a continué durant l'année, entrant dans le cadre d'une stratégie ministérielle qui est maintenant prévue jusqu'à 2009.

En juillet le Ministère des Affaires Religieuses et le Ministère de la Santé ont tenu une série de sessions de formations pour les imams et les mourchidates (guides féminins) afin de mieux traiter les problèmes sociaux et médicaux, incluant le VIH/SIDA. Dans le cadre du programme, 100 copies d'un guide national sur l'Islam et le VIH/SIDA ont été distribuées aux personnes présentes.

Selon une étude menée par le Centre de Recherche en Economies Appliquées pour le Développement, 17,5 pourcent de femmes sont sans travail en comparaison avec 14,9 pourcent d'hommes.

Enfants

Le gouvernement s'est généralement consacré à la protection du bien-être, des droits, de la santé, et de l'éducation des enfants. Le mauvais traitement des enfants est illégal mais a continué de constituer un problème. Les ONG spécialisées dans la prise en charge des enfants ont cité des cas continus de violence domestique contre les enfants, qu'elles attribuent à la « culture de violence » développée depuis le conflit civil des années 1990 et à la dislocation sociale causée par l'exode rural pour échapper à la violence terroriste. En Avril 2005, l'INSP a déclaré qu'en 2004, 4554 enfants de moins de 16 ans avaient été maltraités, dont 2306 ont été hospitalisés pour blessures suite à des mauvais traitements ; 1386 ont été victimes d'abus sexuel ; et 53 ont été victimes d'inceste. Les experts ont supposé que beaucoup de cas n'ont pas été déclarés en mettant en cause la réticence familiale.

Selon les rapports de presse, les enfants continuaient à être victimes des attaques terroristes. En janvier, février et avril, selon des rapports de presse, un certain nombre d'incidents avaient impliqué l'enlèvement et viol de filles par des

ALGERIE

terroristes. En mai les corps de 22 enfants ont été retrouvés dans la province de Jijel. Il est supposé qu'elles aient été utilisées comme boucliers humains par le GSPC. En juillet le corps d'une jeune fille, présumée décapitée par des terroristes, a été retrouvé à Bouira. Les groupes terroristes n'ont revendiqué la responsabilité d'aucuns de ces incidents.

Le gouvernement offre l'éducation gratuite aux enfants jusqu'au lycée. Les études sont obligatoires jusqu'à l'âge de 16 ans. Selon le ministère de l'éducation nationale, 98 pourcent des enfants avaient achevé la neuvième année scolaire. Les garçons et les filles recevaient généralement la même éducation, bien qu'il fût légèrement plus probable que les filles des zones rurales soient amenées à quitter l'école pour des raisons financières familiales, les fils avaient souvent la priorité en terme d'éducation.

Le gouvernement a fourni les soins médicaux gratuitement à tout les citoyens -y compris les enfants handicapés- bien que les infrastructures soient rudimentaires.

La nécessité économique a obligé les enfants à recourir au travail informel, tel que la vente dans la rue (voir section 6.d.).

Trafic des Personnes

La loi n'interdit pas le trafic des personnes, et le pays est un pays de transit et de destination pour les hommes, les femmes, et les enfants de l'Afrique sub-saharienne et d'Asie pour le travail forcé et l'exploitation sexuelle. Le gouvernement n'a pas reconnu le trafic comme étant un problème. Selon le gouvernement, en l'absence de lois anti-traffic spécifiques, les autres lois contre l'immigration illégale, la prostitution et le travail forcé sont utilisées pour mettre en œuvre les normes anti-traffic. Aucune indication n'implique une participation officielle du gouvernement dans le trafic.

La prostitution forcée et la servitude domestique d'immigrants illégaux provenant de l'Afrique sub-saharienne se sont produites alors que les immigrants transitaient par le pays à la recherche d'opportunités économiques en Europe. Aucune estimation statistique officielle sur la gravité du trafic n'existe. Il n'existe pas de programmes d'assistance du gouvernement pour les victimes, ni aucune campagnes d'informations sur le trafic.

ALGERIE

En Septembre 2005, 10 membres des Gardes Côte ont suivi 4 jours de formation sur la prévention du trafic et la contrebande.

Les Personnes avec des Incapacités (Handicapés)

La loi stipule que les soins médicaux sont gratuits pour les handicapés, particulièrement pour les enfants ; toutefois, il y a une discrimination sociétale généralisée contre les handicapés. La loi n'interdit pas la discrimination contre les handicapés dans l'emploi, l'enseignement, l'accès aux soins médicaux ou à la prestation d'autres services publics. Le gouvernement n'a pas facilité l'accessibilité aux bâtiments ou services gouvernementaux pour les handicapés. Les entreprises publiques, en réduction d'effectifs, ont généralement ignoré une loi de 2002 qui leur exige de réserver un pourcent des postes d'emploi aux handicapés. La sécurité sociale a offert le paiement d'équipements orthopédiques, et quelques ONG spécialisées dans les soins médicaux ont perçu un soutien financier limité de la part du gouvernement. Le Ministère de la Solidarité Nationale a fourni un soutien financier aux ONG ; toutefois, pour un bon nombre d'ONG, ce soutien financier ne représentait qu'une infime partie de leurs budgets -près de 2 pourcent. Le Ministère de la Solidarité Nationale a soutenu qu'il y avait 2.5 million de personnes handicapés dans le pays. Toutefois, selon la Fédération des Associations des Handicapés Moteurs (FAHM), il y a en ce moment trois millions de personnes handicapés dans le pays.

Autres Abus Sociétaux et Discrimination

À cause des pressions sociétales et religieuses, le SIDA est considéré comme une maladie honteuse en Algérie. Selon les statistiques de décembre réalisées par le Ministère de la Santé, 2092 citoyens sont séropositifs. Au cours de l'année, le ministère de la santé a lancé une campagne de prévention contre le SIDA, soulignant la nécessité d'éviter la discrimination, spécialement sur les lieux de travail, à l'encontre des personnes atteintes du SIDA et des séropositifs.

Section 6 Droits des Travailleurs

a. Le Droit d'Association

La constitution permet aux travailleurs de former et d'adhérer à des syndicats de leurs choix mais exige des travailleurs l'obtention d'un agrément gouvernemental pour former un syndicat. La loi sur les syndicats professionnels exige du

ALGERIE

ministère du travail d'approuver ou de désapprouver une demande de création de syndicat dans un délai de 30 jours et autorise la création de syndicats autonomes. Toutefois, le gouvernement peut invalider les statuts légaux d'un syndicat si ses objectifs sont jugés contraires au système institutionnel établi, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la loi ou aux réglementations en vigueur. Il n'y a pas de restrictions légales sur les droits des travailleurs à intégrer un syndicat. Près de deux tiers de la population active ont appartenu à des syndicats. Seule une confédération des travailleurs était établie, l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA). L'UGTA comprend les syndicats nationaux, spécialisés par secteur d'activité.

La loi interdit la discrimination par les employeurs des membres et des organisateurs d'un syndicat et fournit les mécanismes pour la résolution des plaintes présentées par les syndicats pour des pratiques antisyndicales menées par les employeurs. Elle permet aussi aux syndicats de recruter des membres sur les lieux de travail. Bien que les syndicats puissent constituer et rejoindre des fédérations ou confédérations, en pratique, les tentatives par des nouveaux syndicats de former des fédérations ou confédérations ont été obstrués par des manœuvres administratives dilatoires. Depuis le début 1996, la Confédération des Syndicats Autonomes a tenté sans succès d'organiser les syndicats autonomes, et elle opérait sans statut officiel. La loi autorise les syndicats de rejoindre des organismes syndicaux internationaux et de développer des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple, l'UGTA est membre de la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer avec des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui se sont engagés dans des activités illégales.

b. Le Droit d'Organiser et de Négocier Collectivement

La loi prévoit le droit de grève, et les travailleurs ont exercé ce droit, soumis à quelques conditions. La loi stipule que la négociation collective est légale pour tous les syndicats, et le gouvernement a permis l'exercice de ce droit en pratique pour les syndicats agréés. Dans le cadre du décret sur l'état d'urgence, le gouvernement peut exiger des travailleurs du secteur privé ou public de rester sur leur lieu de travail dans le cas d'une grève non autorisée ou illégale. Selon la loi sur les relations industrielles, les travailleurs ne peuvent faire la grève que suite à 14 jours de conciliation obligatoire ou de médiation. A l'occasion, le gouvernement s'est offert de servir

ALGERIE

de médiateur pour régler les litiges. La loi prévoit que les décisions prises par voie de négociation engagent les deux parties. Si aucun accord ne peut être convenu par la négociation, les travailleurs peuvent légalement faire la grève après en avoir décidé par vote au scrutin secret. Un niveau minimum de services publics doit être maintenu durant les grèves du secteur public.

La loi stipule que toutes les manifestations publiques, protestations, et grèves doivent recevoir une autorisation préalable du gouvernement. Les grèves et rassemblements publics qui se sont produits au cours de l'année dans divers secteurs, dont les secteurs de la construction, médical, de l'infrastructure portuaire, de l'éducation et des douanes. L'interdiction des marches et manifestations à Alger de 2001 a été gardée en vigueur.

Il n'y avait pas de zones de traitement d'exportation.

c. Interdiction du Travail Obligatoire ou Forcé

La constitution interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, y compris parmi les enfants ; toutefois, des rapports du ministère du travail ont indiqué que de telles pratiques se sont produites (voir section 5).

d. Interdiction du Travail des Enfants et Age Minimum pour Travailler

Selon le Code de Travail, l'âge minimum pour travailler est de 16 ans, sauf pour les postes d'apprentis. Pour être apprentis, les mineurs doivent obtenir la permission d'un tuteur légal. La loi interdit la participation des mineurs dans le travail dangereux, pouvant porter atteinte à sa santé ou nocif, ou dans tout travail qui est considéré inapproprié à cause de considérations sociales et religieuses. Le 20 Février, le Ministère du Travail a déclaré que seulement 95 « jeunes travailleurs » avaient été identifiés durant des visites de terrain accomplies par les inspecteurs de travail sur 5847 sociétés. Le Ministère du Travail assure la mise en œuvre des lois relatives à l'âge minimum par le biais d'inspections surprises aux entreprises du secteur public, mais il n'applique pas systématiquement les statuts appropriés dans les secteurs agricoles ou privés.

ALGERIE

En 2005 le Ministère du Travail a déclaré une moyenne de 0.56 pourcent de participation d'enfants dans le travail forcé. Cette statistique a été contestée, toutefois, par l'ONG locale FOREM, qui dirige un groupe de surveillance des droits des enfants, financé par l'Union Européenne. Selon le groupe de surveillance, dans les huit provinces les plus peuplées six pourcent des enfants âgés de 10 ans et plus jeunes ont participé à un travail forcé, tandis que 63 pourcent des enfants âgés de 13 à 16 ans y ont participé. L'enquête a constaté que les enfants travaillaient un certain nombre d'heures dans de petits ateliers, dans des fermes familiales et surtout dans des commerces informels, où les enfants de familles démunies sont employés pour des raisons économiques.

e. Conditions Acceptables de Travail

Le salaire national minimum de 140 \$ (10.000 dinars) par mois ne suffit pas à assurer un niveau de vie convenable pour un travailleur et sa famille. Les inspecteurs du Ministère du Travail étaient responsables de s'assurer de la conformité avec la réglementation relative au salaire minimum; toutefois, la mise en application demeurait inconsistante.

La norme de travail hebdomadaire était de 37.5 heures, avec une pause de dix minutes et une heure pour déjeuner. Les travailleurs qui travaillaient au delà de la norme hebdomadaire de travail recevaient des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demi au double de l'heure, selon que les heures supplémentaires aient été travaillées au cours d'une journée normale de travail, un week-end ou des vacances.

La loi contient des normes professionnelles de santé, et de sécurité bien développées, mais les inspecteurs du Ministère du Travail n'ont pas mis en œuvre toutes ces consignes de manière effective. Aucun rapport n'a indiqué qu'un travailleur a été démis de ses fonctions pour s'être éloigné de conditions de travail dangereuses. Etant donné que les emplois étaient généralement fondés sur des contrats détaillés, les travailleurs ont rarement été soumis à des conditions imprévues sur les lieux de travail. Si les travailleurs étaient soumis à de telles conditions, ils pouvaient en premier tenter de renégocier le contrat d'emploi ou le résilier ou encore avoir recours aux tribunaux ; toutefois, la demande élevée d'emploi dans le pays a donné un avantage aux employeurs cherchant à exploiter les employés.